

REGION DE SIKASSO

0-0-0-0-0

CERCLE DE YOROSSO

0-0-0-0-0

COMMUNE RURALE DE KARANGANA

0-0-0-0-0

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

**PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE DE
LA COMMUNE RURALE
DE LA COMMUNE RURALE DE
KARANGANA**

Mars 2006

SOMMAIRE :

- I. Introduction***
- II. Contexte, justification et méthodologie**
- III. Objectifs du Plan**
- IV. Présentation de la commune**
- V. Contraintes**
- VI. Causes**
- VII. Propositions de solutions**
- VIII. Tableau des activités et résultats attendus dans le cadre un plan**
- IX. Tableau de financement des activités réalisables**
- X. Programme annuel 2006-05-09 Programme annuel 2007**
- XI. Programme annuel 2008**

I. INTRODUCTION : Dans le souci d'une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel, d'une manière à assurer les conditions de sécurité alimentaire durable, structurelle et régionalement intégré, et à renforcer la prévention et la gestion des crises alimentaires, l'adoption d'un cadre stratégique de sécurité alimentaire s'avère nécessaire au niveau de la commune de Karangana. Ainsi donc, le présent document s'inscrit dans la ligne droite de déclaration de politique générale du gouvernement qui vise à :

- créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable
- Gérer les crises alimentaires
- Assurer la stabilité – socio – économique et un développement harmonieux.

Les acteurs principaux du présent plan ont été ; le Maire de la commune et ses conseillers, la population de la commune, les services techniques (notamment le chef de la zone de production agricole de Karangana) et l'Association des conseillers en Gestion Communale (ACGC) qui a apporté une assistance conseil.

Il est à noter que ce plan s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) du Mali adopté en 2003. ces objectifs sont doubles d'une part il s'agit de créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable et d'autre part assurer une meilleure gestion des crises alimentaires.

II. CONTEXTE, JUSTIFICATION ET METHODOLOGIE :

2 –1 CONTEXTE : Le code des collectivités territoriales en son article 14 confrère aux communes la compétence de concevoir et de mettre en œuvre un programme de développement communal. Mais aujourd'hui les communes ne disposent pas en leur sein de capacité propre pour assumer que l'Etat à travers le Commissariat à la sécurité alimentaire avec ses partenaires ont initié des formations pour renforcer les compétences des élus communaux en élaboration de plans de sécurité alimentaires.

2 – 2 JUSTIFICATION : La justification de ce plan repose sur les réponses à apporter aux défis et enjeux de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) à savoir :

- Nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaines ;
- Asseoir la croissance des revenus ruraux et les orienter vers une stratégie de développement rapide du secteur agricole ;
- Affronter la diversité des crises alimentaires ;
- Intégrer la gestion de la sécurité alimentaire dans le processus de décentralisation et de réforme de l'Etat ;
- Renforcer la coopération et l'intégration régionale
- Disposer d'une information adaptée et fiable.

2 – 3 METHODOLOGIE : L'approche méthodologie appliquée dans le cadre de l'élaboration du présent plan de sécurité alimentaire a été active et entièrement participative. Elle s'inscrit dans la démarche préconisée par le guide méthodologique de programmation du développement communal validé par la DNCT/CCN pour l'élaboration du plan de développement des Collectivités territoriales en République du Mali. *Cette approche s'est déroulée en six phases :*

- 1) La campagne d'information et de sensibilisation des populations.
- 2) La connaissance du milieu communal,
- 3) Les journées de consultation / concertation intercommunautaire,
- 4) L'atelier de planification du développement de la sécurité alimentaire dans la commune ,
- 5) La validation du plan de sécurité alimentaire
- 6) La restitution du plan.

- ❖ **La campagne d'information et de sensibilisation** : Elle a pour objectif de faire comprendre aux citoyens l'importance du processus, la nécessité de leur participations à la programmation et de leur adhésion à la mise en œuvre du plan de sécurité alimentaire. Sur le terrain, cette phase s'est concrétisée par une journée de « formation, sensibilisation » suivi de la mise en place des « commissions de sensibilisation et de collecte des données ».
- ❖ **La connaissance du milieu communal** : Elle a pour objectif de permettre aux communautés d'identifier les problèmes de sécurité alimentaire et s'engager à appuyer le conseil communal pour des solutions aux cours des assemblées villageoises.
- ❖ **Journée de consultation intercommunautaire** : Les communes ont classé par ordre de période les problèmes de sécurité alimentaire et ont proposé des solutions adéquates.
- ❖ **Atelier de planification** : A cette phase un groupe restreint de personnes (membres des production agricoles de Karangana) a analysé les résultats des journées de concertation et proposé des actions réalisables.
- ❖ **Validation** : Les responsables des communautés ont validé le plan de sécurité alimentaire lors de sa réunion tenue le 20 octobre 2005 dans la salle de conférence de la Mairie de Karangana (voir procès verbal de la séance en annexe).
- ❖ **Restitution** : Elle a consisté à informer les citoyens des actions de développement retenues en vue d'obtenir leur pleine adhésion pour mise en œuvre.

III. LES OBJECTIFS DU PLAN :

3-1 Objectif global : Assurer la sécurité alimentaire dans la commune.

3 – 2 Objectifs stratégiques :

- Accroître l'offre d'aliments par une promotion de l'agriculture productive et durable ;
- Améliorer la prévention et la gestion des crises alimentaires conjoncturelles et structurelles.

3-3 Objectifs Opérationnels :

- Améliorer la production agricole parue maîtrise de l'eau, l'équipement des producteurs , le développement et la fertilisation des sols ;
- Accroître la diversification de la production par la promotion des filières agricoles prometteuses en prenant en compte la gestion des ressources naturelles ;
- Renforcer les capacités des acteurs communaux intervenant dans les filières agricoles
- Poursuivre le renforcement et l'amélioration du système de sécurité alimentaire
- Prendre en compte le traitement de l'insécurité alimentaire structurelle et la pauvreté

3 – 4 Résultats attendus :

- La production agricole est bien améliorée grâce à la maîtrise de l'eau, aux producteurs bien équipés, au désenclavement et à la fertilisation des terres de culture
- La diversification de la production a été renforcée par la promotion des filières porteuses
- Les capacités des acteurs communaux intervenant dans l'agriculture sont renforcées
- Le système de sécurité alimentaire existant est renforcé et amélioré

- Le traitement de l'insécurité alimentaire conjoncturelle et structurelle et de la pauvreté est pris en compte.

IV – PRESENTATION DE LA COMMUNE :

- Création et situation géographique de la commune : Créée par la loi n° 96 –059 du 4 novembre 1996, la commune rurale de Karangana est administrée par un conseil communal de dix sept (17) membres. Son chef lieu, le village de Karangana est à 48 km de la ville de Yorosso (chef lieu du cercle). La commune est composée de neuf (9) villages : Beningorola, Beresso, Kafona, Karangana, Kian, Omasso, Noumpinesso, Sinkolo et Torosso. Elle a une population de 13 297 habitants, dont 6 325 hommes et 6 972 femmes ; composée en majorité Minianka : on y trouve également des Peuls, des Bambara, Bobo, Peuhl, Dogon...

La commune est limitée :

- Au Nord par la commune Rurale de Zébala (cercle de Koutila);
- Au Nord – Est par Yorosso et Kiffosso I
- Au Sud par la commune rurale de Ourkela ;
- À l'Est par la commune rurale de Koury
- À l'Ouest par la commune de Nafanga (cercle de Koutial)

- **Reliefs :** La couverture végétale est caractérisée par la savane arbustive.
- **Activités :** La principale activité de la population est l'agriculture. Le coton graine, avec une production annuelle moyenne de 4 000 tonnes par an, est la principale culture commerciale. La culture vivrière est représentée par la production de 1 602 tonnes/an de sorgho, 3 362 tonnes/an de mil, 2 550 tonnes/an. La production céréalière annuelle est ainsi estimée à 7 514 tonnes sur un besoin de 4 292 tonnes, soit un excédant céréalière de 3 222 tonnes en moyenne par an. C'est également une commune d'élevage : 10 958 bovins, 10 192 ovins /caprins, 1 375 ânes, 10 équins et 253 porcs. À cela il faut ajouter les bœufs de labour estimés à 4 977 têtes.

L'activité artisanale est également pratiquée.

Le petit commerce est également répandu sur l'étendue de la commune et porte sur les produits de première nécessité

□ Infrastructures et potentialité existantes :

- 1 Minoterie d'une capacité de 1 510 t gérée par les AV
- 1 usine d'égrenage de la CMDT de Karangana
- 1 CSCOM
- 1 marché hebdomadaire
- 1 marché à bétail
- 2 marchés à bois
- 5 écoles publiques 1^{er} cycle
- 1 école publique 2^e cycle
- 5 écoles communautaires
- 2 CED
- des centres d'alphabétisations dans les neuf (9) villages de la commune
- 1 Route RN 12 qui traverse la commune
- 69 pompes forages

- 5 puits à grand diamètre
- 27 CPCV ayant leur récépissé
- 1 Association Ben kadi motorisée
- 15 Association féminines implantées dans la commune,
- Existence de terres cultivables,
- Existence de bras valides,
- Existence d'environ 50 ha de plaines aménageables à Omasso et à Kian.

□ Niveau d'équipement de la commune :

Matériel Rubrique	Bœufs de labour	Tracteurs	charrues	Multiculteurs	Semoirs	charrettes	Appareil de traitement	
							Insecticide	Herbicides
Karangana A	2 686	8	744	743	519	557	552	256
Karangana B	2 245	6	634	634	459	445	395	184
Total	4 931	14	1378	1 377	978	1 002	947	440

□ Potentialités pastorales :

Désignations Rubrique	Bovins	O/C	Asins	Equins	Porcins	Volaille (estimation)	Parcs de vaccination	Marché à bétail	Minoterie
Karangana A	6171	6047	810	8	58	13 200	4	1	1
Karangana B	5331	65115	626	3	175	12 125	3	0	0
Total	5331	11162	1 436	11	233	25 325	7	1	1

- Quelques données techniques sur les céréales au titre de la campagne 2005 – 2006

Zone de production agricole (ZPA)	Maïs			Mil			Sorgho			Total production céréalière (kg)
	Superficie (ha)	Production (kg)	Rendement (kg/ha)	Superficie (ha)	Production (kg)	Rendement (kg/ha)	Superficie (ha)	Production (kg)	Rendement (kg/ha)	
Karangana A	560	1 388 800	2 480	1 398	1 607 700	1 150	1 630	2 053 800	1 261	5 050 300
Karangana B	414	1 026 720	2 480	1194	1 373 100	1 150	1 500	1 890 000	1 261	4 289 820
Total	974	2 415 520	2 480	2 592	2 980 800	1 150	3 130	3 943 800	1 261	9 340 120

Il s'en suit que les cultures nouvelles sont limitativement cultivées et que les céréales et le coton occupent une place de choix. L'insuffisance de riz s'explique par le fait que les bas fonds rizicoles ne soient pas encore aménagés.

- **Besoins alimentaire de la commune (250 kg/ bouche)**

(ZPA)	Villages (nombre)	population	Besoins céréaliers	Observation
Karangana A	6	8 029	2 007 250	Une personne normale consomme annuellement 250 kgs de céréales/an
Karangana B	3	6 667	1 666 750	
Total	9	14 696	3 674 000	

□ **Tableau récapitulatif de la situation alimentaire :**

(ZPA)	Villages	production céréalière kg	Besoins céréaliers	Observation	Excédent céréalier
Karangana A	6	5 505 300	2 007 250		3 043 050
Karangana B	3	4289 820	1 666 750		2 625 070
Total	9	9 340 120	3 674 000		5 666 120

□ **Potentialités d'aménagement de bas fonds :**

(ZPA)	Villages	Superficie (ha)	Observations
Karangana A	Omasso	30	Ces superficies, s'elles venaient à être aménagées, vont être pour beaucoup dans la recherche de l'autosuffisance alimentaire au niveau de la commune
Karangana B	Kian	25	
Total		55	

V LES CONTRAITES : La situation générale de la commune est caractérisée par des problèmes cruciaux sur lesquels la population est unanime. Entre autre problèmes, il est à retenir les contraintes liées à la sécurité alimentaire, objet du présent plan :

- manque de mesures d'accompagnement en gestion des stocks,
- les calamités naturelles telles que : la sécheresse, l'irrégularité de la pluviométrie d'un hivernage à l'autre, l'invasion des prédateurs,
- vente abusive des céréales,
- insuffisance de matériel agricole pour les paysans,
- dégradation des liens de solidarité,
- appauvrissement des sols,
- érosion des terres cultivables,
- trop d'importances données à la culture du coton au détriment des cultures vivrières (déséquilibre entre les cultures),
- Manque de diversités d'espèces céréalières et la méconnaissance de la culture technique,

- Non aménagement des plaines et bas fonds,
- Insuffisance d'activités génératrices de revenus.

VI – LES CAUSES DE L'INSUFFISANCE ALIMENTAIRE DANS LA COMMUNE DE KARANGANA : Dans la commune de Karangana les causes de l'insécurité alimentaire sont multiples entre autres. On peut noter :

- Les calamité naturelles : Elles conduisent à des pertes importantes de productions alimentaire. Ce qui crée une pénurie généralisée de denrées alimentaire et une perte revenu au niveau de la commune. La principale calamité pour la commune de Karangana est la sécheresse.
- La vente abusive des céréales : La population de la commune de Karangana, à l'instar des autres communes du cercle de Yorosso, procède à des ventes abusives de céréales au profit des besoins qui ne sont souvent non prioritaire. Ainsi, en plus des paiements d'impôts et taxes, de la scolarisation des enfants, il faut noter les achats des moyens de déplacement (grosse motos surtout)...
- L'extrême pauvreté : la plupart des habitants de la commune ont une vie précaire évoquée à la fois sur le plan économique et humain par la pauvreté. La vie pour cette tranche de la population est synonyme de dénuement et de souffrances dans la mesure où elle ne peut accéder aux aliments et aux besoins matériels.
- Les malades : les maladies diminuent fortement le nombre d'actif, leur capacité et temps paludisme, diarrhée et malnutrition etc. ... Elles touchent surtout la population infantile, les femmes en âge de procréer, les femmes en grossesse et au travail infernal. Les infection empêchent le corps de bien utiliser nutriments consommés, et simultanément l'état de malnutrition rend l'individu beaucoup plus susceptible aux effets néfastes de la maladies. Ce qui conduit aux taux de morbidité et de mortalité beaucoup plus élevé.

VII PROPOSITIONS DE SOLUTIONS : Pour atteindre les objectifs définis plus haut, des solutions s'articulant sur quatre (4) piliers essentiels à savoir : la disponibilité des céréales, l'accessibilité économique et géographique, la stabilité et la qualité des céréales. Ainsi les actions proposées ont été entre autres :

- Information, sensibilisation et formation des paysan en général et de VPCV en particulier,
- Mise en place des Comités de gestion de céréales,
- Création des banques de céréales dans les villages de la commune,
- Equipement agricoles approprié des paysans,
- Diversification des sources de revenu,
- Aménagement des plaines pour la pratique des cultures de contre saison,
- Aménagement des périmètres maraîchers pour l'amélioration de la qualité des mains,
- Choix des semences et l'introduction de la technologie agricole par les paysans,
- Aménagement des pistes agricoles,
- Installation de la technologie agricole.

VIII- TABLEAU DES ACTIVITES ET RESULTATS ATTENDUS DANS LE CADRE DU PLAN :

Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs
Augmenter la production agricole	Aménagement de 50 ha de plaines	50 ha aménagés	Nombre d'ha aménagés
Assurer la production de contre saison Augmenter le revenu des paysans	Aménagement des périmètres maraîchers	55 ha fonds sont aménagés	
Améliorer la gestion des céréales dans la commune	Information, sensibilisation et formation des paysans	Le système de sécurité alimentaire existant est renforcé et amélioré	Nombre d'exploitants sensibilisés et formés
Faciliter l'accès aux zones enclavées	Aménagement de 3 piste agricoles	3 pistes sont aménagées	Nombre de pistes aménagées
Assurer la permanence des céréales en toute saison et à moindre coût	Créer 9 banques de céréales (soit une banque par village)	9 banques de céréales sont créées	Nombre de banque de céréales
Diminuer le taux de malnutrition des enfants nés en cours d'année dont les poids sont inférieurs à 2 kg	Alimenter des enfants dont le poids est inférieur à 2,kg	Les enfants sont biens alimenté grâce à une alimentation riche et équilibrée	Nombre d'enfants dont le poids est inférieur à 2,5 kg

IX TABLEAU DE FINANCEMENT DES ACTIVITES REALISABLES :

Activités	Sources					Périodes		
	Montant	Commune	Conseil cercle	Etat	Partenaire	2006	2007	2008
Aménagement de 5ha de plaines	10 000 000	500 000		1 500 000	8 000 000	X	X	
Aménagement de 5ha de plaines de périmètres maraîchers	15 000 000	500 000		2 500 000	12 000 000	X	X	X
Information, sensibilisation et formation des paysans en gestion de céréales	450 000	450 000				X		
Mise en place de 9 comités de gestion de céréales (soit 1 par village)						X		
Former 31 CPCV et pour 155 participants 3 sessions de 3 jours	1 800 000	360 000			1 440 000	X	X	X
Construire / Installer 9 banques de céréales	27 000 000	5 400 000			21 600 000	X	X	X
TOTAUX	54 250 000	7 210 000		4 000 000	43 040 000			

X PROGRAMME ANNUEL

ANNEE 2006